

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Le gouvernement a présenté ce projet de loi avant que les prévisions budgétaires ne soient déposées, ce qui revient à faire volontairement un affront aux députés. Je ne crois pas que cela veuille dire que le gouvernement avait une idée de ce qu'il veut faire.

Parlons un peu de certains des projets du gouvernement. Le ministre des Finances (M. Wilson) a dit en 1984 qu'il ne croyait pas qu'il convenait de faire augmenter davantage les impôts et les taxes, qu'ils étaient déjà assez élevés au Canada. C'était alors sa position. Depuis les élections fédérales de septembre 1984, le gouvernement a augmenté de 5c. le litre les taxes d'accise sur l'essence. Cela fait une hausse de 23c. le gallon.

En décembre 1979, le gouvernement progressiste conservateur a dit, en présentant son budget, qu'il allait faire augmenter de 18c. le gallon le montant de la taxe d'accise sur l'essence. Le gouvernement actuel a déjà dépassé l'augmentation que voulait imposer l'ancien gouvernement conservateur, projet qui a été en grande partie responsable de sa défaite aux élections.

Si l'on ajoute à cette hausse de 23c. le gallon l'augmentation de la taxe de vente, qui touche aussi l'essence, depuis le 4 septembre 1984, la taxe sur l'essence a augmenté de 27c. le gallon. Cette taxe va surtout frapper les Canadiens ordinaires, car ceux-ci doivent beaucoup utiliser leur automobile. Apparemment, quand le gouvernement décide d'augmenter les impôts, il pense immédiatement aux Canadiens ordinaires.

● (1520)

Un autre exemple: le gouvernement a annoncé récemment son intention d'augmenter de 10 p. 100 la taxe sur les appels téléphoniques interurbains. Qui donc fait des appels interurbains? Évidemment, les sociétés en font énormément, mais qui donc en fait le plus? A mon avis, on peut dire sans risque de se tromper que ce sont les personnes qui habitent dans les petites localités.

Les grandes agglomérations urbaines comme Toronto, Montréal et Vancouver jouissent d'une certaine croissance économique, de sorte que les jeunes qui y ont grandi peuvent y demeurer. Ils ne sont pas obligés de quitter leur famille et restent dans l'entourage de leurs amis et de leurs parents. Cependant, dans les régions comme la mienne, soit celle de l'île du Cap-Breton, où la situation économique est déplorable, où les jeunes sont obligés de déménager ailleurs, et où la densité démographique est faible par rapport à d'autres régions du pays, le besoin de recourir aux appels interurbains se fait vivement sentir. En ajoutant une taxe de 10 p. 100, nous allons encore ajouter à la difficulté qu'éprouvent ces gens-là à communiquer avec leurs parents et amis. Nous constatons que cette taxe du gouvernement encore une fois pénalise les salaires moyens.

Voyons un peu ce que renferme ce budget du gouvernement. Mis à part la hausse de la taxe de vente et de la taxe d'accise, ainsi que quelques autres bricoles, il ne renferme pas grand-chose. C'est un document grandiloquent dont le ministre des Finances se sert pour se louer lui-même et féliciter le gouvernement, alors qu'il n'a absolument aucun motif de le faire.

Il visait simplement à démontrer que le gouvernement a fait énormément pour la relance économique.

Voyons un peu ce que le gouvernement a accompli au regard de ce qu'il avait dit qu'il accomplirait. Non seulement il a mis à mal les Canadiens moyens avec ces hausses d'impôt, mais il est parvenu en gros à majorer les impôts de 22 milliards de dollars depuis qu'il a accédé au pouvoir. Il se vante d'être parvenu à réduire le déficit. Mais cette réduction du déficit est bien faible en comparaison de l'augmentation de taxe que le gouvernement a imposée aux Canadiens.

Ce que le gouvernement est surtout parvenu à faire, c'est à creuser le fossé entre les régions dont l'économie est autonome et florissante, et celles qui sont déjà victimes de déphasage régional. Ces régions sont inquiètes de leur avenir économique et le fossé se creuse. C'est vraiment regrettable, mais je pense pouvoir dire qu'en général, depuis quelques années, l'économie canadienne se porte bien dans l'ensemble. Cependant, on constate que les disparités augmentent alors que la situation économique s'améliore, et on doit alors se demander ce qui va se passer lorsque la situation sera inverse? Chose certaine, dans ce cas-là, les régions les plus prospères vont régresser, mais on doit également supposer que les régions qui éprouvent des difficultés économiques en feront autant. Dans bien des cas, cependant, il est impossible de reculer davantage. Les provinces concernées font face à d'énormes problèmes à l'heure actuelle et si ces derniers s'aggravent, on en arrivera à une situation extrêmement confuse et désespérée.

Alors que l'économie se porte bien en général, le gouvernement doit se pencher sur le sort des régions qui éprouvent de très graves difficultés économiques. Or, que fait-il? Il se contente de très peu. En fait, il réduit les crédits consacrés au développement régional. Il se sert d'un miroir aux alouettes en parlant de la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et d'agences semblables pour l'Ouest du pays et le Nord de l'Ontario; ces agences sont censées être la réponse à nos problèmes. Le gouvernement dit, en fait, que ces régions recevront certaines sommes prélevées sur d'autres programmes comme le Programme de développement industriel et régional qui expire à la fin du mois de juin. Les crédits pertinents seront simplement affectés aux programmes régionaux en question.

Le gouvernement prétend que ces programmes serviront les régions concernées, mais ils ne permettront pas vraiment de résoudre les problèmes. Il s'agit simplement d'un geste politique tendant à apaiser ces régions. Le gouvernement va créer un nouveau ministère, le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, voilà où va aller l'argent. Il va profiter aux régions dont la situation économique est déjà excellente. Nous allons favoriser l'essor économique de ces dernières, mais nous allons laisser de côté les régions où, selon le gouvernement, il est trop difficile de promouvoir l'activité économique. C'est là une façon de penser qui va tout à fait à l'encontre du développement régional, de l'expérience vécue au Canada depuis quelques années et de la position selon laquelle toutes les régions ont le droit d'être prospères et cela est certes contraire à ce que le gouvernement s'est engagé à faire au cours de la dernière campagne électorale.